

Vers un sommet alternatif européen et citoyen

Walter Baier

Économiste, Vienne ; coordinateur du réseau européen transform!

Elisabeth Gauthier

Directrice d'Espaces Marx (France), membre du bureau de transform! Europe et membre du Conseil national du Parti communiste français

Refonder l'Europe paraît de plus en plus clairement comme la seule réponse possible que la gauche puisse porter face à la crise existentielle de l'Europe bâtie ces dernières années sur les bases du « néolibéralisme pur ». La fuite en avant de l'oligarchie européenne dans une sorte de « fondamentalisme néolibéral » ne fait qu'aggraver les effets destructeurs sur les sociétés et l'Union.

L'objectif de « refonder l'Europe » ne peut, dans ce contexte, rester un lointain horizon mais doit devenir une perspective concrète, une ambition qui anime la réflexion et l'action.

En tant que réseau européen lié aux mouvements et réseaux ainsi qu'au Parti de la gauche européenne, Transform ! avait décidé lors de sa dernière assemblée générale, à Prague en septembre 2011, de renforcer sa contribution à l'élaboration d'une alternative en Europe. C'est pourquoi Transform ! était pleinement partie prenante de la conférence annuelle de la *Joint Social Conference* (JSC – Conférence sociale de printemps) les 29 et 30 mars à Bruxelles. Il a également lancé les 30 et 31 mars, avec le Parti de la gauche européenne, une invitation pour participer à la construction d'un premier « sommet alternatif européen et citoyen » à laquelle de nombreux-ses représentants-es et militants-es des structures invitantes ainsi que de réseaux, mouvements et syndicats ont apporté leur contribution.

Dans la mesure où le processus des forums sociaux européens s'est arrêté faute de savoir se renouveler pour pouvoir répondre aux défis de la grande

crise européenne, la création de nouveaux espaces de coopération s'avère être une urgence. Ainsi, la JSC constitue à présent un lieu précieux de coopération entre syndicalistes et mouvements européens. Son assemblée annuelle a été en mars dernier un grand succès du point de vue de la participation et de l'élaboration de positionnements communs (voir la déclaration finale ¹). Le débat a, entre autres, débouché sur une volonté largement partagée de créer un « espace politique commun » au niveau européen pour relancer un processus de travail pouvant déboucher sur des événements tels qu'un « sommet alternatif européen et citoyen ».

Le caractère dramatique de la situation nous confronte à la nécessité non seulement de réagir plus puissamment, mais aussi d'être beaucoup plus efficaces du point de vue des luttes sociales et politiques. Ce qui suppose d'emprunter de nouveaux chemins en termes de recherche d'alliances, et cela en articulant les espaces nationaux et européen. Ce qui nous oblige également à « politiser les enjeux », c'est-à-dire à articuler plus étroitement les revendications des luttes sociales, les objectifs d'un changement de politique et la nécessité de changer les rapports de force. Le fait que le « nouveau fondamentalisme néolibéral » s'attaque en même temps au modèle social et au modèle démocratique (les deux étant déjà fortement dégradés) rapproche aussi tendanciellement les luttes sociales et politiques.

Les résultats des différentes rencontres, fin mars, semblent ouvrir la voie à un processus inédit dans lequel coopéreraient forces syndicales, mouvements, forces politiques et personnalités intellectuelles engagées.

Le fait de passer des « contre-sommets » à un « sommet alternatif » est l'expression d'une nouvelle ambition. Telle était, depuis fin 2011, la proposition que Transform ! avait soumise au débat. La JSC a fait sienne cette idée, tout comme l'avait fait, dès janvier, l'exécutif du Parti de la gauche européenne. Les échanges très riches entre toutes les composantes ont montré que la conscience que nous sommes dans un tournant historique est largement partagée. Il s'agit d'empêcher que la « rupture » nécessaire avec la période des 30 années d'intégration néolibérale ne tourne au désastre et ne débouche sur un champ de ruines en Europe, et de chercher, au contraire, la voie d'une refondation démocratique. Dans plusieurs pays européens émergent des mouvements qui vont dans ce sens.

Les potentiels pour une telle dynamique existent. Différents espaces de coopération européens existent, comme le réseau de syndicalistes « Forum Europe sociale », l'« EuroMémorandum Group » regroupant des économistes, Attac-Europe, le CADTM, le réseau de lutte contre la dette, « l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme », les « Euromarchés », le réseau « Prag Spring II » dans les pays de l'Est européen, de nombreux réseaux de lutte sur différents enjeux spécifiques². Au niveau institutionnel, les coopérations à gauche s'intensifient, avec des actions conjointes, notamment

de députés de die Linke au Bundestag et du Front de gauche à l'Assemblée nationale ³, ou encore au sein de REALPE (*progressive local elected representatives* / élus locaux progressistes).

Récemment, des appels s'adressant à l'opinion publique de leur pays et d'Europe ont été publiés, portant une exigence de changement de politique simultanément au niveau national et européen. Ainsi des intellectuels de gauche grecs ont lancé un appel « Pour la défense de la société et de la démocratie » ⁴ dans lequel ils constatent que nous nous trouvons dans une crise « co-dépendante ». Des syndicalistes allemands de premier plan et des intellectuels ⁵ ont publié un appel « Refonder l'Europe » où il est proposé « d'arrêter de marcher vers la ruine, de surmonter la crise par la solidarité » ce qui exige un changement radical de politique et une refondation de l'Europe en indiquant que c'est seulement dans cette voie qu'un dépassement de la crise européenne peut être envisagé. Un autre appel a circulé en France disant « Sauver le peuple grec de ses sauveurs... » Tous s'adressent à la fois tant à l'opinion publique de leur pays que de l'Europe.

La conférence tenue par différents mouvements européens au Parlement européen en coopération avec le groupe GUE/NGL, le 31 mai 2011, avait déjà débouché sur un constat de larges convergences quant aux axes majeurs d'une alternative à l'austérité. Par ailleurs, sur la base d'une analyse précise l'*EuroMemorandum Group (2011/2012)* propose des choix cohérents pour un changement d'orientation. La CES, pour la première fois, condamne un traité européen. Le Parti de la gauche européenne propose une initiative citoyenne européenne. Le Front de gauche, en France, indique clairement que la réalisation d'une politique de gauche dans un pays suppose de la « désobéissance » et une bataille politique de grande ampleur à l'échelle européenne en coopération avec l'ensemble des forces disponibles. Différentes initiatives appellent maintenant à la tenue de référendums et de consultations populaires afin de bloquer la ratification des nouveaux traités et de déclencher un grand débat citoyen en Europe. D'autres appels européens, tel que celui préconisé par les universitaires grecs dans une « Déclaration pour la défense de la société de la démocratie » ⁶, vont dans la même direction. Une nouvelle pétition en juin « Avec la gauche grecque, pour une Europe démocratique ! » ⁷ a pris une dimension européenne. La *Joint Social Conference* a adopté un appel important intitulé : « résister à la dictature financière, se réappropriier la démocratie et les droits sociaux » ⁸.

Ouvrir une perspective

Aujourd'hui, d'importantes luttes traversent le continent. Mais, malgré leur force et détermination, il y a très peu de succès ou de progrès. Les revendications majeures se heurtent partout – au niveau national et européen – à la logique dominante. L'alternative ne peut se concevoir qu'en termes de rupture

avec la logique dominante, et cela à tous les niveaux, à l'entreprise, localement, au niveau national et européen.

Dans cette confrontation se font jour des convergences de plus en plus importantes entre forces syndicales, mouvements et gauche politique à propos de la critique des politiques européennes et nationales ainsi que des alternatives.

Les luttes de résistance doivent pouvoir s'articuler avec des perspectives alternatives. Viser une nouvelle hégémonie culturelle et politique suppose des processus politiques qui favorisent un nouveau pouvoir d'interprétation du réel, de nouvelles capacités à s'unir et à agir. L'efficacité d'un projet politique alternatif dépend de sa capacité à rassembler les milieux populaires et les « couches moyennes » qui, les uns et les autres, subissent fortement la crise et que les forces dominantes tentent de diviser avec le concours des droites nationalistes, racistes, autoritaires. À l'échelle européenne comme au sein de chaque société, la reconquête d'une vision solidaire de la société peut se concevoir pour et par une harmonisation vers le haut, dans la confrontation avec les classes dominantes. Des propositions politiques en rupture avec les logiques dominantes pour pouvoir répondre aux besoins concrets peuvent générer des mobilisations. La reconquête de la démocratie et le dépassement de la crise du politique passent par une nouvelle qualité de la démocratie et une nouvelle ambition de changement politique. La lutte contre la généralisation de l'austérité passe par une politique inédite en ce qui concerne la conception du crédit, des banques, du mode de développement, de la place du salariat, des critères de gestion des entreprises privées et du secteur public, de la répartition des richesses. La démocratie politique, économique et sociale constitue un vecteur en faveur de tels objectifs. L'Europe doit également contribuer à modifier les rapports de force dans le monde en faveur de la justice sociale, de la démocratie, de la transition écologique, de la paix.

Lors de la rencontre organisée par le PGE et Transform !, les 30 et 31 mars, la perception que « le vent est en train de tourner » a été largement partagée, ainsi que la nécessité d'ouvrir un chemin commun face aux énormes défis posés par la crise. Parmi les objectifs, la lutte contre le nouveau traité Merkozy et contre la troïka, et celle pour prévenir l'implosion démocratique de l'Europe. Aux mobilisations contre les plans d'austérité, pour la renégociation des traités et la défense de la démocratie s'ajoute la nécessité de lutter dans les différents pays pour de nouvelles majorités politiques qui porteraient une volonté de changement de politique. Une nouvelle efficacité des luttes sociales, écologiques, démocratiques, féministes nécessite des changements de pouvoir. C'est à partir de cette perception des défis que s'ouvre aujourd'hui la possibilité de nouvelles relations de coopération entre acteurs sociaux et politiques. Selon Felipe Van Keirsbilck ⁹, l'un des principaux organisateurs de la Joint Social Conference, c'est dans ce cadre, qu'il faut que « chacun

travaille non pas à rechercher l'hégémonie à son profit, mais à construire ensemble l'hégémonie face au néolibéralisme ». Pour sa part, Pierre Laurent, président du PGE, affirme que « nous avons besoin d'un tel espace, construit par un processus permettant de travailler ensemble à une alternative avec l'objectif d'un tournant politique de l'Union européenne. Je m'engage dans ce processus. » Des premiers jalons ont ainsi été posés dans le sens d'une nouvelle convergence, non seulement en termes de contenus mais aussi d'action. Les termes de « processus de construction », de « création d'un espace de travail commun » indiquent de nouvelles possibilités concrètes de dépasser des contradictions qui ont jusqu'ici pesé sur le mouvement progressiste en Europe : dichotomie entre le niveau national et européen ; séparation entre les sphères des mobilisations sociales et politiques ; isolement mutuel entre acteurs de nature et histoire différentes.

Concrètement, un processus ouvert vers un sommet alternatif européen pourrait répondre aux besoins de faire vivre une nouvelle ambition visant la refondation de l'Europe. Un tel processus favoriserait également les convergences et coopérations entre des forces multiples dans leur diversité, au niveau de chaque pays et dans l'espace européen. ■

Notes

- 1) Pour le document intégral voir <http://www.jointsocialconference.eu/>
- 2) Ce mouvement social italien invite à une rencontre européenne « Firenze+10 » début novembre.
- 3) Voir la déclaration commune.
- 4) *Declaration for the Defence of Society and Democracy*, www.koindim.eu (disponible en plusieurs langues).
- 5) *Stop the March into Ruin! Overcome the Crisis with Solidarity!* www.europa-neu-begruenden.de/gb/index.html
- 6) Sauvons le peuple grec de ses sauveurs! ; <http://aletheiareview.wordpress.com/2012/03/29/sauvons-le-peuple-grec-de-ses-sauveurs-3/>
- 7) « Avec la gauche grecque, pour une Europe démocratique ! », www.editions-lignes.com/Avec-la-gauche-
- 8) Voir p. 180 dans ce numéro.
- 9) Pour les principales conclusions de la conférence voir http://www.transformnetwork.net/uploads/media/coordinate_our_strengths_01.pdf